



Silhouettes

Printemps 2018
Numéro 46

Les Associés des Archives provinciales du Nouveau-Brunswick



L'INSPECTION DES

ÉCOLES

APRÈS 1879 : DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Groupe scolaire, Saint Andrews, intérieur de la classe de 5^e année, vers 1925. Il s'agissait de l'école Prince Arthur School construite en 1912 et démolie en 1966, et qui accueillait les élèves de la 1^{re} à la 12^e année. (P128-18)

Silhouettes

(ISSN 1201-8333) est publié deux fois par année. Adressez vos demandes de renseignements ou vos articles pour le bulletin à

Archives provinciales du Nouveau-Brunswick,
C.P. 6000, Fredericton,
Nouveau-Brunswick, E3B 5H1
ou par courriel à : archivesNB@gnb.ca

LE CONSEIL D' ADMINISTRATION des Associés des Archives provinciales du Nouveau-Brunswick est constitué de membres du public qui collaborent bénévolement aux activités des Archives provinciales.

Les directeurs/ directrices sont:
Bernard-Marie Thériault, président

Cyril Donahue
Fred Farrell
Gail Campbell
Gwendolyn Davies
Joan K. Pearce
John Thompson
Joseph Day
Joseph Knockwood
Marion Beyea
Nancy F. Vogan
Philip Christie

SI VOUS VOULEZ devenir Associé, remplissez la formule ci-incluse ou visitez le site Web des Associés des Archives provinciales du Nouveau-Brunswick pour plus d'information. Nous acceptons les dons. Des reçus aux fins d'impôt seront remis.



**LES ASSOCIÉS
DES ARCHIVES
PROVINCIALES DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

C.P. 6000
Fredericton, NB E3B 5H1
Téléphone: (506) 453-2122
Courriel: archivesNB@gnb.ca
Site Web:
<http://archives.gnb.ca/Associates/>

L'INSPECTION DES ÉCOLES

Les archives du Conseil d'éducation du Nouveau-Brunswick (RS113) apportent un éclairage précieux sur l'évolution du système d'éducation de la province. On y trouve des rapports mensuels rédigés par des inspecteurs d'écoles qui devaient parcourir la province et visiter toutes les écoles de tous les districts pour évaluer les conditions de scolarisation et le travail des institutrices. Quelques-uns des premiers rapports contiennent des commentaires révélateurs du contexte social et sont rédigés dans une langue qui nous paraît aujourd'hui désuète.

La première loi exigeant l'inspection des écoles financées par l'État est adoptée en 1844. James Brown, Sylvester Earl et John Gregory sont nommés inspecteurs et produisent un rapport général qui est présenté à l'Assemblée législative en février 1845. Ils recommandent, entre autres, la création d'un Conseil d'éducation, souhait qui se concrétisera en 1847. En 1852, une loi exige la nomination d'un inspecteur d'écoles pour chaque comté. Ces inspecteurs sont toutefois embauchés à temps partiel et sont rémunérés à la visite. En 1858, les inspecteurs salariés travaillent à plein temps, mais leur nombre est ramené à quatre. Les paroisses ne sont pas encore tenues de soutenir financièrement leurs écoles et, comme le fait remarquer W.S. McNutt : « ...l'apathie des habitants dans les paroisses a raison de la patience des inspecteurs ». (*New Brunswick: A History*, p. 365 – traduction libre)

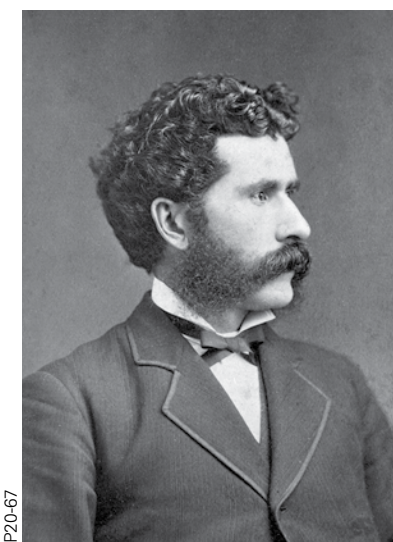
L'adoption de la controversée *Common Schools Act* en 1871 a captivé les chercheurs, mais quelles en ont été les conséquences réelles sur le système scolaire? La *Loi* prévoit l'établissement d'écoles non confessionnelles, entièrement financées par l'État, ainsi qu'un programme d'enseignement complet par classe s'appuyant sur des manuels scolaires standard. La *Loi* abolit le système d'inspection dans les comtés et préconise plutôt l'embauche de huit inspecteurs d'école à plein temps (sept des huit inspecteurs embauchés n'ont pas d'expérience pertinente), qui relèvent du surintendant principal de l'éducation (poste nouvellement créé). Theodore Rand, l'instigateur d'une loi similaire en Nouvelle-Écosse occupera cette fonction. Ces inspecteurs, embauchés pour une période de sept ans, doivent faire comprendre aux institutrices et commissaires d'école les rouages de la nouvelle *Loi* pendant qu'on élabore le programme d'enseignement et qu'on met la dernière main aux détails administratifs. L'une des premières tâches consiste à diviser la province en districts d'au plus 50 élèves de 5 à 16 ans, sur un territoire ne dépassant pas quatre milles carrés : on veut ainsi s'assurer qu'aucun enfant n'aura à marcher plus de deux milles pour se rendre à l'école. La *Loi* de 1871 n'entre pleinement en vigueur qu'à la fin de 1879; tous les inspecteurs sauf un sont alors remplacés. Les nouvelles recrues sont manifestement plus qualifiées que leurs prédécesseurs. Ils remplissent plus ou moins les mêmes responsabilités, mais peuvent aussi nommer des commissaires dans les districts qui



Réunion d'enseignants à Chatham. Philip Cox, Ph. D., un inspecteur d'écoles dans le nord-est du Nouveau-Brunswick de 1879-1884, est assis au centre, les jambes croisées.

n'en ont élu aucun, et choisir les écoles plus « pauvres » qui bénéficieront d'une aide financière. Ils doivent également évaluer le travail de l'institutrice sur une échelle de 1 à 3, leur note étant rattachée à une prime pour l'institutrice.

Les premiers rapports des inspecteurs montrent à quel point l'application de la *Loi* de 1871 a été parsemée d'embûches. Beaucoup de chercheurs ont étudié les rapports annuels sur les écoles présentés à la Chambre d'assemblée, mais il faut se tourner vers les premiers rapports mensuels pour avoir un tableau plus juste de la situation dans les écoles de la province.



Des rapports mensuels réguliers existent depuis décembre 1879, et cette série particulière de documents (RS113/7), qui couvrent une période se terminant en 1953, représente une collection de 74 volumes.

Valentin Landry, le premier inspecteur d'école d'origine acadienne.

En 1879, les inspecteurs d'école sont pour la plupart d'anciens institutrices assez instruits et relativement expérimentés. Plusieurs d'entre eux ont accompli beaucoup et pas seulement dans le domaine de l'éducation :

– Philip Cox (1847-1939) était responsable des comtés de Restigouche et Northumberland ainsi que d'une partie du comté de Gloucester. Détenteur d'un baccalauréat ès arts (B. A.) de l'Université du Nouveau-Brunswick (UNB), il fut directeur de la Maugerville Grammar School, puis inspecteur d'écoles jusqu'en 1884. Il devint directeur de la Harkins Academy (Newcastle) et occupa le même poste à la Saint John Grammar School en 1892. Il était apparemment souvent en conflit avec les administrations scolaires de Fredericton. Passionné d'histoire naturelle, il parcourut la province en long et en large, observant et collectionnant des spécimens. Il publia un certain nombre d'articles et décrocha un baccalauréat ès sciences (B. Sc.) (1890) avant d'obtenir un doctorat de l'UNB. Il fut surintendant de toutes les écoles de Chatham avant d'enseigner les sciences naturelles et la géologie à l'UNB (1907-1929).

– Valentin Augustus Landry (1844-1919) fut inspecteur d'écoles dans presque tout le comté de Gloucester, dans tout le comté de Kent, et la paroisse de Shediac. Il fut le premier inspecteur d'écoles d'origine acadienne. Originaire de Pokemouche, il est allé à l'école au Nouveau-Brunswick

avant de fréquenter l'école normale de Truro en Nouvelle-Écosse. Sa femme (Mary Lavinia Beckwith) était institutrice comme lui. Il enseigna quelque temps à l'école normale de Fredericton avant d'occuper le poste d'inspecteur d'écoles de 1879 à 1885. Il se tourna vers le journalisme et fut propriétaire de plusieurs journaux, notamment de *L'Évangéline*. Il céda la propriété du journal et quitta son poste de rédacteur en chef en 1910, mais *L'Évangéline* survécut jusqu'en 1982.

– George Smith (1845-1903) assura la supervision de la plus grande partie du comté de Westmorland et de tout le comté d'Albert. Natif de Norton, il obtint un B.A. de l'Université Mount Allison en 1874. Il enseigna plusieurs années à l'Académie du même nom ainsi que dans d'autres écoles. Il fut inspecteur d'écoles de 1879 jusqu'à son décès en 1903. Avec sa famille, il déménagea plusieurs fois au fil des ans; il habita notamment à Elgin, Petitcodiac, Moncton, Shediac et enfin Sackville.

– David P. Wetmore (1836-1893) exerça ses fonctions dans une partie du comté de Kings et dans tout le comté de Queens. On ignore s'il avait de l'expérience en enseignement, mais on sait qu'il avait, par sa femme, des accointances politiques. Il fut célèbre pour avoir été l'un des premiers fermiers au Nouveau-Brunswick à cultiver des fraises à grande échelle. Dans sa notice nécrologique, on signale qu'il fut très actif dans l'Église, la société civile, les œuvres caritatives, la lutte contre l'alcool, ainsi qu'au sein de l'Agricultural Society et de la Loge maçonnique. On ajoute même qu'il fut « dans tous les sens du terme, un agriculteur très habile dans ses temps libres ».

– William P. Dole (1825-1910) fut inspecteur d'écoles dans la municipalité et le comté de Saint John et dans une partie du comté de Kings. Il possédait une maîtrise ès arts de l'UNB, fut avocat à Saint John et enseigna également à l'école secondaire de la ville. En 1870, il fonda avec deux associés une école privée à Saint John. Il fut membre en règle de la Loyalist Society et membre actif de la N.B. Historical Society. Humaniste, auteur et poète, il reçut un doctorat honorifique en droit de l'UNB en 1900.

– Ingram B. Oakes (1848-1948) fut responsable de la majeure partie du comté de Charlotte et de tout le comté de Sunbury. Détenteur d'une maîtrise ès arts de l'Université Acadia, il enseigna en Nouvelle-Écosse avant de déménager dans le comté de Northumberland, où il fut directeur de la Chatham Grammar School (1876-1879). Il fut inspecteur pendant neuf ans, puis retourna en Nouvelle-Écosse pour occuper le poste de directeur de la Horton Academy

avant de devenir fonctionnaire.

– Eldon Mullin (1849-1903) fut responsable du comté de York et d'une partie du comté de Carleton. Il enseigna dans le comté de Queens, sa région natale, et obtint plus tard un B.A. et une maîtrise ès arts de l'UNB. Il fut embauché comme instituteur à l'école normale en 1881 et occupa le poste de directeur de 1883 à 1902. Il démissionna pour devenir directeur de l'école normale de Pretoria en Afrique du Sud. Sa famille alla le rejoindre, mais il mourut de la fièvre typhoïde quelques mois seulement après son arrivée.

– William Grant Gaunce (1850-1935) fut inspecteur dans les comtés de Carleton, de Victoria et de Madawaska. Il obtint un B.A. de l'UNB en 1873, remportant la même année la Douglas Gold Medal. Il enseigna, siégea au conseil municipal de Fredericton, devint inspecteur d'écoles (du moins jusqu'en 1883) puis amorça une nouvelle carrière comme agent itinérant pour une compagnie d'assurance. En 1889, le *Fredericton Evening Capital* rapporte que William Grant Gaunce avait quitté la ville pour le Territoire de Washington « afin d'échapper à la vengeance de ses créanciers ». Sa femme et ses deux enfants le suivirent, et ils s'installèrent, du moins quelque temps, à Centralia où il travailla dans le secteur de l'immobilier et des assurances. Il mourut à Saanich, en Colombie-Britannique.

Le travail d'inspecteur d'écoles peut être ardu. Au début de chaque année, les inspecteurs soumettent leur plan de visites au surintendant Rand. L'inspecteur Cox espère visiter 162 écoles en 131 jours d'enseignement entre le 8 décembre 1879 et le 26 octobre 1880 (cette année-là, les vacances scolaires s'étendent du 23 juin au 21 août). Certaines écoles ne peuvent être visitées dans l'immédiat, car elles ne sont pas « en état ». C'est le cas dans les districts 10 à 13 à Nelson « où les écoles sont situées dans des zones reculées au sud de la paroisse sur le trajet de l'ICRR [...] Les hommes sont généralement dans le bois en hiver. Leur rendrai visite au début de l'été quand ils seront de retour à la maison ». Cox approuve l'idée de fixer par une loi les dates des vacances d'été, car il serait impossible sinon pour les inspecteurs de faire leur tournée efficacement.

Tout en louant le nouveau programme d'enseignement, D. P. Wetmore est rebuté par sa charge de travail avant même d'avoir commencé sa première tournée d'inspection. On peut lire sous sa plume : « Je ferai tout en mon pouvoir pour mener à bien ma mission, mais j'ai tant de districts » qu'il ne sera pas en mesure de passer une journée entière dans une même école, comme il l'avait prévu. Il a 231 districts et 13 écoles à plusieurs niveaux à inspecter, soit 244

au total, et ce, sur une période de seulement 224 jours d'école, dont 20 peuvent être éliminés d'emblée. Quatre jours sont réservés aux instituts agricoles, quatre autres à l'Institut d'enseignement provincial (Educational Institute) et probablement dix de plus seront perdus en raison des intempéries, des accidents, de la maladie, et il n'aura pas de temps pour les tâches administratives. Il calcule qu'il doit visiter deux districts par jour pour couvrir la moitié des districts. À ce rythme, il ne sera pas en mesure « d'inspecter les écoles aussi attentivement que je le souhaiterais et je ne pourrai m'entretenir avec les commissaires d'école ». Il se dit que les autres inspecteurs doivent être dans la même situation et suggère de créer un autre service d'inspection ou, à tout le moins, de presser la Commission scolaire d'embaucher l'ancien inspecteur pour lui prêter main-forte dans 40 à 50 districts. En dernier recours, il se propose de visiter les écoles plus petites à raison de deux par jour, en commençant à huit heures du matin et en terminant à cinq heures de l'après-midi, si les instituteurs acceptent de collaborer. Il se déplacerait d'une école à l'autre à la pause du midi et il ajoute : « cela m'obligerait à me passer du dîner, mais je suppose que je pourrais m'y habituer ».

En décembre, Cox (dont les rapports sont longs et peut-être même verbeux) visite douze districts dans les paroisses de Blackville et de Blissfield, parmi les plus pauvres du comté, et dans cinq d'entre eux, les écoles sont fermées. Il espérait obtenir de meilleurs résultats « dans les localités plus fortunées ». Quant à la scolarisation, il rapporte que les écoles qui sont en activité sont « dans un état très acceptable », certaines même dans un excellent état, et que les instituteurs sont sérieux et enthousiastes.

L'inspecteur Landry rédige ses rapports de manière claire et nette. Il dresse une liste école par école et, en plus ou moins huit lignes, traite de la classification et de l'administration (1^{er}, 2^e ou 3^e rang ou classement). Il décrit brièvement l'état de l'école et son mobilier (cartes, bancs d'écolier, tableau noir, latrines extérieures et cour d'école). George Smith présente aussi les résultats de ses inspections sous forme de tableau.

Les inspecteurs doivent régler toutes sortes de problèmes notamment dans les écoles rurales. Les villes et villages

dont la population est plus stable ont plus de facilité à attirer, à soutenir et à garder leurs instituteurs. Tous les inspecteurs vivent des expériences similaires.

Les conflits entre districts voisins sont courants : tout particulièrement, la proximité de leurs écoles respectives est une source d'affrontement. Bien des régions rurales ne sont pas assez peuplées pour soutenir une école; on se dispute alors les élèves et les instituteurs. Les inspecteurs sont appelés à servir d'intermédiaires entre les commissions

scolaires et même entre les membres d'une même commission. Dans son rapport de février 1880, l'inspecteur Oakes raconte sa visite à Beaver Harbour où deux écoles ont été incendiées, apparemment par deux groupes de commissaires rivaux. Il rencontre les deux groupes et « je procédai à l'achat d'un nouveau site situé entre les deux anciens ». Les commissaires acceptent de verser 400 \$ pour la construction d'une nouvelle école, mais ils sont déjà redevables des deux écoles détruites. Gaunce évoque un cas similaire à Bath où les contribuables réclament une école qui leur est refusée par les commissaires, les

trois précédentes ayant été brûlées.

Les inspecteurs se prononcent très peu sur le travail des commissaires locaux. La *Loi* stipule que l'on doit élire dans chaque district trois commissaires lors d'une assemblée publique. Les commissaires ont la responsabilité de recueillir les fonds nécessaires (par une évaluation foncière et un impôt de capitation) pour la construction de l'école, le matériel et la rémunération de l'instituteur. En amenant la responsabilité de l'éducation à l'échelle « locale », on espère mobiliser la population et créer un intérêt pour l'éducation. Or, dans les régions reculées, il est difficile de trouver des commissaires qualifiés (peut-être rechignent-ils aussi à courir après la contribution de leurs voisins). En septembre 1880, Mullin prétend avoir trouvé la perle rare à Stanley : « en la personne d'un commissaire qui a visité l'école tous les mois conformément à la loi ». Cette « assiduité phénoménale explique la bonne tenue de l'école ».

Bien souvent, les parents ou les commissaires ne souhaitent tout simplement pas établir ou soutenir une école. Oakes mentionne un district du comté de Charlotte où il n'y a pas d'école et où seules deux familles sur huit ou neuf

Dans son rapport de février 1880, l'inspecteur Oakes raconte sa visite à Beaver Harbour où deux écoles ont été incendiées, apparemment par deux groupes de commissaires rivaux.



Intérieur d'une classe remplie d'élèves à l'école Smythe Street School, vers 1924.

souhaitent avoir une école. Par ailleurs, plusieurs propriétaires fonciers non résidents utilisent leur vote à l'assemblée annuelle pour faire échouer la proposition d'une école. Ils ne sont peut-être pas enchantés à l'idée de payer pour l'éducation des enfants des autres. Beaucoup de districts n'ont pas d'école ou s'ils en ont une, celle-ci n'est ouverte que sporadiquement. Dans le district de Heathland, à seulement trois milles de St. Stephen, il n'y a eu que cinq mois d'école en dix ans. Dans certains cas, l'absence d'école s'explique par la pauvreté des habitants de la région. Oakes écrit que la paroisse de Northfield est si pauvre que « percevoir même les taxes les plus basses dans les districts considérés comme "pauvres" [...] est une charge colossale pour eux ».

Les problèmes d'assiduité et de faible fréquentation scolaire sont présents dans tous les districts, quoique moins criants dans les collectivités plus importantes. Dans les régions rurales, on retire souvent les enfants de l'école pour qu'ils participent aux travaux de la ferme ou pour qu'ils travaillent dans les industries saisonnières locales. Ainsi, à Milltown, dès que les usines commencent à fonctionner au début avril, on retire les élèves de l'école, peu importe leur niveau, pour les faire travailler, malgré les vaines tentatives des instituteurs pour s'y opposer. Le problème se répète dans le comté de Carleton où les élèves sont absents

pendant la saison des semences et des récoltes. Dans la région de Pennfield, les canneberges passent avant l'éducation. « Les habitants accordent beaucoup d'importance aux canneberges [...] et les enfants de toute la région restent sur les terres du 1^{er} août jusqu'en septembre pour les ramasser. » (Les commissaires locaux suggèrent de reporter les vacances d'été à plus tard dans l'année pour remédier à cette situation.) À Grand Manan et dans d'autres districts de pêche, « les hommes partent à la pêche pendant l'été et amènent avec eux beaucoup de garçons » et aussi « souvent, les gens sont pauvres et sont indifférents aux vertus de l'éducation ». Les inspecteurs s'inquiètent de l'avenir de ces enfants travailleurs qui souvent s'absentent pendant une bonne partie de l'année scolaire et sont ensuite incapables de reprendre leur retard.

Les épidémies entraînent des problèmes similaires. En 1880, l'école de Lawrence Station ferme pendant quelque temps en raison de la diphtérie. Les parents gardent même les enfants en santé à la maison par crainte des maladies contagieuses comme la rougeole, la scarlatine, la coqueluche et la « grattelle » mystérieuse.

Les rigueurs de l'hiver représentent un défi important, même si on a besoin de neige pour se déplacer aisément en région éloignée. Dans son rapport de décembre 1879 (rédi-

gé à Boiestown), Cox note que de nombreuses écoles sont désertes et que la plupart des écoles sont peu fréquentées en raison, selon lui, « de la rigueur de l'hiver et de l'incapacité des parents à fournir à leurs enfants des vêtements d'hiver chauds et confortables. Dans le village, un enfant peut se rendre à l'école au coin de la rue sans trop souffrir du froid même légèrement vêtu; la situation est tout autre en région rurale, où garçons et filles sont obligés de marcher par grand vent un mille ou deux dans la neige et les congères avant d'atteindre l'école ». Ainsi, on ne retrouve en classe que les jeunes enfants habitant tout près et les « grands gaillards » vivant dans les endroits éloignés des districts. Lorsque le temps s'adoucit, la situation s'inverse. Les grands gaillards doivent travailler pendant que les plus petits vont à l'école. Comme Cox, Dole note que la maladie, les « périodes difficiles » et l'incapacité des parents à offrir à leurs enfants des vêtements adéquats contribuent à limiter la fréquentation scolaire.

L'instituteur a tout intérêt à ce qu'une grande partie de ses élèves soient présents le jour de la visite de l'inspecteur, car il faut qu'au moins 60 % des élèves soient à l'école au moment de l'inspection. L'inspecteur ne peut sinon évaluer l'école, et cette évaluation est nécessaire pour qu'une aide financière additionnelle puisse être recommandée pour les instituteurs et les districts. L'inspecteur doit annoncer sa visite deux jours à l'avance, mais il arrive souvent que l'instituteur ne reçoive pas le message à temps. Si, dans l'intervalle, un autre événement survient (mauvais temps ou événement d'intérêt public comme une foire ou des funérailles), les élèves s'absentent. Certains élèves ont appris à craindre la visite de l'inspecteur. Les instituteurs ne sont pas heureux de ce « système de gestion du rendement » comme on pourrait l'appeler aujourd'hui. La scolarisation n'étant pas obligatoire, il est difficile de garder les élèves à l'école. Comme le déplore un instituteur à Oakes, « dans ces conditions, la réputation et le salaire de l'instituteur doivent-ils en souffrir? » Gaunce souligne « la portée injuste des règlements sur certaines écoles ». L'aide financière versée n'étant pas énorme, toute somme supplémentaire est vue d'un bon œil, car les salaires de base des instituteurs sont bas, particulièrement dans les districts pauvres. Peu à peu, la plupart des inspecteurs en viennent à évaluer les écoles même si le taux de fréquentation ne correspond pas au seuil exigé. L'expression « dans les circonstances » est souvent utilisée,

particulièrement lorsque l'instituteur est bien intentionné et fait du bon travail, malgré une faible fréquentation « en raison de la nature du district » et le fait que « les gens apprécient peu l'école ». Cox se montre moins indulgent. Lorsque le nombre d'élèves est insuffisant pour aucune raison valable, il refuse d'évaluer l'école en soutenant « que les gens doivent apprendre à se soucier de la réputation de leur école ».

Le système d'évaluation présente d'autres difficultés. Il arrive souvent que les instituteurs changent d'école. S'ils partent en plein milieu de l'année scolaire, alors c'est le

remplaçant qui est évalué à la fin de l'année. Tout le mérite lui revient alors pour le bon travail de son prédécesseur ou, dans le cas contraire, il doit assumer la responsabilité de ses échecs. Comme l'explique Oakes, dans ce genre de cas, c'est l'école, et non l'instituteur, qui est en fait évaluée. Le système d'évaluation n'en est alors qu'à ses débuts, et les instituteurs n'anticipent peut-être pas les conséquences financières que peut avoir un déménagement durant l'année scolaire. Dans ce genre de situation, Oakes donne souvent au remplaçant une note de « 2 », car cela représente « la moyenne ». Il peut être

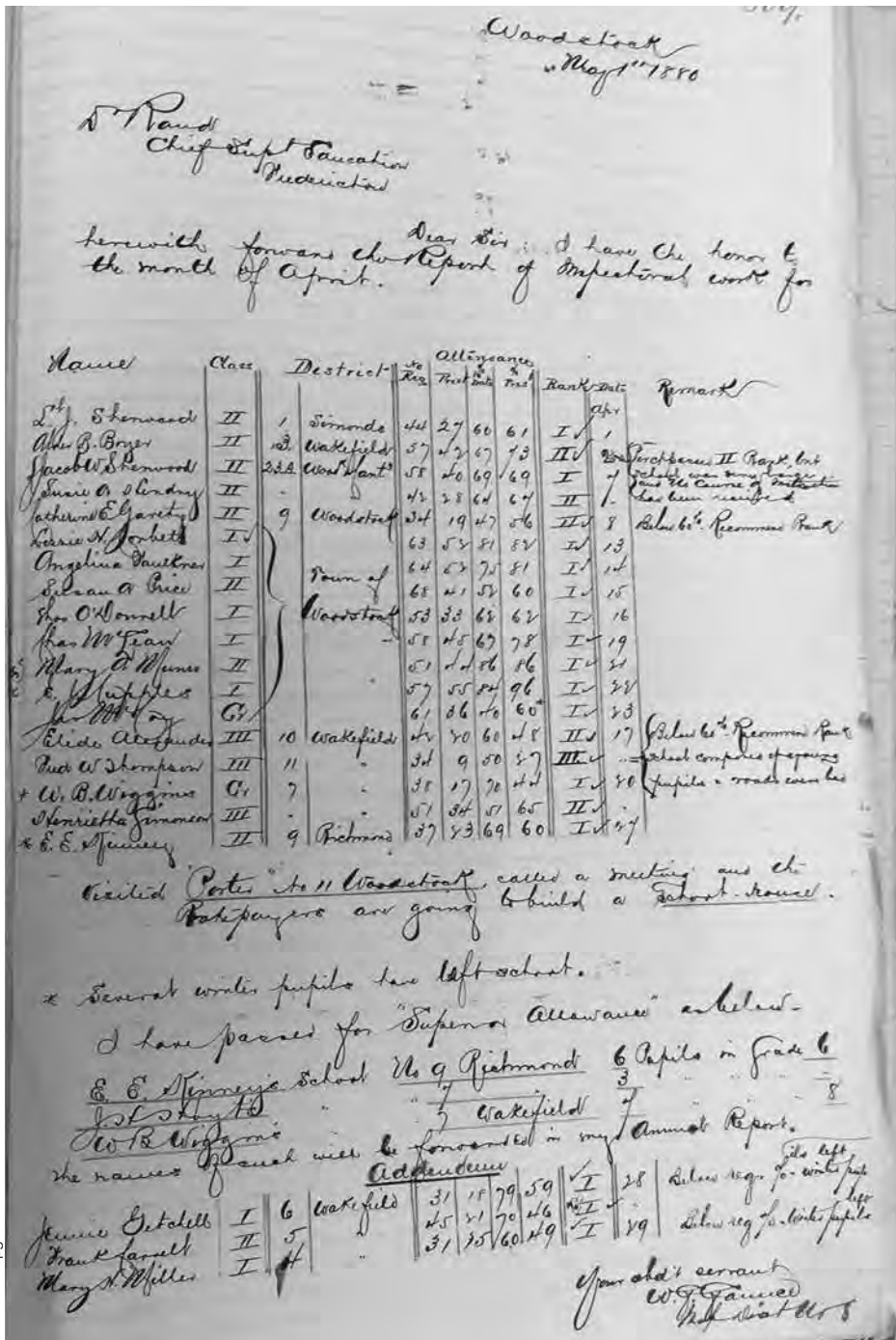
difficile, par ailleurs, de verser les sommes supplémentaires de fin d'année à un instituteur qui a quitté le district, car souvent on ignore où il était allé.

On serait porté à croire que le système d'évaluation assurerait le respect de tout le programme d'enseignement. Or, ce n'est généralement pas le cas. Oakes signale que la majorité des instituteurs prépare leurs élèves à l'examen selon des critères minimaux, mais que c'est le seul moyen pour lui d'évaluer les écoles. Il doit oublier certains éléments du programme comme le dessin, le chant et la musique, car l'instituteur ne les a pas enseignés. Il doit, « chaque fois que cela se présente, insister auprès de l'instituteur sur la nécessité d'aborder ces éléments du programme ». Cox partage la même expérience. Il évalue très peu d'élèves en vue d'une allocation supérieure parce que le niveau de scolarité nécessaire est rarement atteint, particulièrement dans le comté de Northumberland ». Même dans les centres plus grands comme Newcastle et Douglstown, les critères d'évaluation sont très limités, car « si l'on insiste sur une connaissance approfondie du dessin et d'autres sujets mineurs, il devient impossible d'accorder à quiconque la

Dans les régions rurales, on retire souvent les enfants de l'école pour qu'ils participent aux travaux de la ferme ou pour qu'ils travaillent dans les industries saisonnières locales.

note de passage ».

Selon Mullin, beaucoup d'instituteurs du comté de York sont « dans l'ignorance totale des normes exigées [...] pour l'inspection des écoles », et il s'efforce de leur expliquer le processus. Il se retrouve un jour à discuter longuement des mérites du nouveau système avec une institutrice et finit par la convaincre que



Le 1^{er} mai 1880, rapport de W.G. Gaunce énumérant les 21 écoles à visitées en avril. Fait à noter, sa fiche indique toutes les enseignantes qu'il a évaluées ainsi que leur lieu de travail, le nombre d'élèves prévu dans la classe, le nombre d'élèves présents le jour de l'inspection, la cote attribuée à chaque enseignante et des commentaires.

les inspections ne doivent pas prendre la forme de « débats oratoires ». Il constate que les commissaires d'école démontrent souvent « une incompréhension totale des dispositions du programme d'enseignement ». Cela s'explique en partie par le fait que les instituteurs ne reçoivent pas l'information qui leur est envoyée par le Conseil d'éducation. Des exemplaires du programme d'enseignement (*Course of Instruction*) sont apparemment envoyés à tous les districts (au soin des commissaires), mais cette information n'est souvent pas relayée. Il arrive parfois que les commissaires ignorent ce dont il s'agit ou ce qu'ils doivent en faire.

Le délabrement des écoles et le manque de matériel et de mobilier sont de grandes sources de préoccupation. Après un premier mois à l'œuvre (décembre 1879), l'inspecteur Oakes écrit que « les ressources matérielles manquent dans presque toutes les écoles », comme « des bouliers », des cartes murales et des cartes géographiques. Six mois plus tard, la situation n'est guère plus rose : la population, bien que « plutôt prête à soutenir une école, ne comprend pas la nécessité de la meubler et de la pourvoir en matériel. La surface du tableau noir est très limitée. Les bouliers et les cartes murales sont pratiquement inconnus. La cour d'école et les latrines extérieures ont été complètement négligées. Si l'on achète un terrain pour la cour d'école, il n'est souvent pas clôturé ni aplani et encore moins aménagé ». Après une deuxième ronde d'inspections, Mullin déplore également le « manque continu de ressources matérielles »; dans son district, les latrines extérieures « brillent souvent par leur absence ou, lorsqu'elles existent, sont tout à fait inadéquates ». Le « problème des latrines extérieures » est la bête noire de Cox. Il déclare que pas plus

de la moitié des écoles ont « ce genre de commodités » et il presse constamment les commissaires d'en installer en estimant que « dans bien des endroits, seules les mesures coercitives peuvent apporter un remède à ces maux ». Il écrit que le Conseil d'éducation doit « user de son pouvoir pour chasser les démons une fois pour toutes. On perpétue certains comportements et on montre à de jeunes âmes à cultiver les mêmes valeurs morales, sociales et domestiques que celles de leurs frustes ancêtres des siècles derniers. L'un des aspects les plus importants de l'éducation de la jeunesse est passé sous silence malgré tout le bien qui pourrait en résulter. »

La qualité de l'enseignement est pour le moins inégale. En mars 1880, Gaunce raconte qu'il vient de visiter « la région la plus reculée du comté de Carleton » où de nombreux instituteurs sont « de la vieille école, mais sont prêts à enseigner pour trois fois rien ». En novembre de cette année-là, il visite un district à Drummond où un instituteur, John T. Tuthill, enseigne à 15 élèves. Selon sa description, « cet homme très étrange enseigne de manière lamentable dans une pièce très délabrée d'une maison décrépite. Si on considère, en revanche, que cet homme fait un travail de « pionnier » que d'autres ne pourraient accomplir et qu'il prépare le terrain à un maître plus compétent, je pense qu'il est préférable de lui donner les encouragements qu'il mérite compte tenu des circonstances. » Il recommande une note de 2 pour Tuthill, qui enseigne depuis plus de 20 ans. Mullin évoque également un instituteur « de la vieille école, [...] un vieil homme très affable et aimable [...] aux méthodes archaïques » qui a d'excellentes intentions, mais qui ne comprend pas la portée et l'objectif du nouveau programme d'enseignement. Il le compare à un soldat démobilisé qui s'accroche au passé. Par contre, Mullin estime que l'influence de l'École normale contribue grandement à améliorer la qualité du travail des enseignants, affirmant « [qu']un brevet récent de l'École normale, entre les mains d'un instituteur intelligent, est la garantie d'un enseignement sérieux et efficace. »

Mais il ne faut pas encourager les instituteurs médiocres, au sujet desquels il exprime de vives critiques, telles que « absence totale de sentiment et de vocation d'enseignement », « manque de discipline », « négligent et inefficace », « la délicatesse d'un forgeron », « abrupt », « confus et peu clair », « morose et dur », « indolent et indifférent », « manque d'énergie et méthode très déficiente »

« cet homme très étrange enseigne de manière lamentable dans une pièce très délabrée d'une maison décrépite. »

et « exerce le métier d'agriculteur et accorde à l'enseignement une importance secondaire ». Dans une école de Stanley, Mullin découvre une école médiocre où l'instituteur est un passionné de calcul mental, ce qui donne lieu dans la classe à un « feu roulant de questions d'arithmétique » au détriment d'autres sujets. Les inspecteurs sont généralement compatissants lorsqu'un bon instituteur se trouve dans une situation difficile (p. ex., un instituteur amputé d'une main ou un autre dont la famille a tout perdu dans le grand incendie de Saint John). Oakes brosse un tableau de la situation dans le comté de Sunbury : « Les instituteurs sont généralement prêts à faire du bon travail, mais dans bien des cas, ils ne savent pas comment s'y prendre » ou encore « beaucoup d'instituteurs enseignent avec sérieux et intelligence, mais plusieurs auraient besoin d'être plus éclairés ».

Il y a beaucoup de roulement au sein du personnel enseignant, et les inspecteurs indiquent dans leurs rapports les instituteurs qui ont quitté leur école et la raison de leur départ. En octobre 1880, Cox souligne qu'au moins 17 instituteurs ont quitté leur district dans la dernière année. Toutes sortes de raisons sont invoquées : « expiration du permis local », « départ pour l'École normale », « maladie », « départ vers l'Ouest », « entreprend des études de médecine », « manque de moyens financiers du district », « les commissaires veulent un instituteur qui leur coûtera moins cher », « abandon de la profession », « insatisfaction devant la conduite des élèves », et « mariage » (dans le cas des institutrices uniquement). Le traitement que la population locale réserve aux instituteurs peut être décourageant. Un inspecteur rapporte qu'une certaine M^{lle} Speers, qui enseigne à L'Etang, a dû faire face à de nombreuses difficultés, précisant « [qu']un contribuable malveillant a fréquemment encouragé ses enfants à harceler de façon intenable leur institutrice. L'affaire a été portée devant les tribunaux et l'institutrice a eu gain de cause ». Les instituteurs changent souvent d'école pour obtenir de meilleures conditions et une meilleure rémunération. En 1879, Cox écrit que les écoles « qui réussissent à garder les mêmes [instituteurs] pendant plusieurs semestres [...] s'en tirent nettement mieux que celles qui lésinent sur les salaires ».

Les qualifications des inspecteurs eux-mêmes laissent parfois à désirer. Un seul inspecteur, Valentin Landry, parle français. Gaunce éprouve des difficultés au Madawaska où, en 1880, onze instituteurs sur treize sont francophones;



P194-1369

Il s'agit peut-être de l'inspecteur Eldon Mullin au centre, arborant une grosse moustache. Il a été le directeur de l'école normale provinciale de 1883 à 1901.

dans les deux autres districts, un instituteur démissionne après seulement trois semaines d'enseignement. Aucune école ne suit le programme établi, et Gaunce précise : « les enfants dans [toutes] les écoles ont de la difficulté à comprendre mon anglais et mon débit trop rapide ». Il n'est pas en mesure de les évaluer adéquatement, mais « [...] présume que son jugement en la matière est tout à fait correct ». Il espère pouvoir « maîtriser le français » à sa prochaine visite.

Au bout de deux années de service, les inspecteurs ont une meilleure idée des enjeux auxquels fait face le système d'éducation. Certains sont maintenant plus succincts dans leurs rapports et ne cachent pas leur frustration devant l'absence de progrès. Par exemple, lorsqu'il ne peut procéder à l'évaluation d'une école parce que le nombre d'élèves est insuffisant, Gaunce écrit : « Tous de jeunes élèves. Une dizaine d'excuses » et « l'instituteur se contente de passer le temps. Une vraie farce! » Plusieurs inspecteurs font remarquer que dans bien des cas, toutes les recommandations de l'année précédente sont restées lettre morte et que les conditions dans les écoles sont demeurées pratiquement les mêmes, ainsi « l'école est au bord du chemin – pas de

terrain – pas de toilettes. N'ont pas tenu compte de mes commentaires de l'an dernier. »

En revanche, d'autres se montrent plus déterminés dans l'adversité. Mullin et Oakes transmettent tous deux des commentaires positifs au surintendant Rand. Ils expriment leur attachement au nouveau système et se disent convaincus que la nouvelle approche amène les instituteurs à « rafraîchir leurs méthodes d'enseignement ». Ils estiment que le désir d'avoir un rapport d'inspection favorable « s'avérera bénéfique au plus haut point et les incitera à constamment se dépasser ». Mullin est plus modéré dans ses propos : « J'imagine qu'une récompense tangible sous forme d'une augmentation de salaire n'est pas entièrement à dédaigner, du moins par l'instituteur moyen ».

George Smith est peut-être le plus réaliste des inspecteurs. En mars 1881, il note qu'il y a eu des améliorations depuis l'année précédente et a bon espoir que le système d'inspection « s'avérera tôt ou tard bénéfique pour l'éducation » (les italiques ont été ajoutés). Le système d'évaluation (fondé sur la « rémunération au mérite ») ne fait pas long feu et est abandonné quelques années plus tard. On décide plutôt

d'octroyer des sommes supplémentaires aux commissaires de district si l'école reçoit l'approbation de l'inspecteur. Ces sommes serviront, bien entendu, à compléter le salaire de l'instituteur (ce qui permettra au district d'embaucher un instituteur qualifié et compétent) ou à apporter des améliorations à l'école. L'aide financière pourra être retenue si les commissaires ne tiennent pas compte des conseils ou des directives de l'inspecteur. Le « rendement » ne repose donc plus sur les épaules de l'instituteur, et on confie aux commissaires la responsabilité de la qualité de l'école.

La majorité des nouveaux inspecteurs ne restent pas en poste très longtemps. Deux quittent le domaine de l'éducation et au moins trois acceptent d'autres postes dans des établissements d'enseignement. Peut-être voient-ils le poste d'inspecteur comme un tremplin pour accéder à un travail plus gratifiant et mieux rémunéré. Le fardeau des

déplacements interminables a aussi pu les inciter à quitter leur poste, surtout s'ils ont une famille. En 1884, le nombre d'inspecteurs passe à six (probablement par souci d'économie) et le travail est encore plus exigeant.

Les rapports d'inspection révèlent nombre de difficultés et de frustrations vécues par les administrateurs d'école et les instituteurs. Ils représentent une mine d'information pour les chercheurs qui s'intéressent à l'histoire d'une collectivité, ou à une école particulière ou à la vie d'un instituteur particulier. Ils donnent aussi un aperçu de la vie des premiers agents de la fonction publique ainsi que des premières années du ministère de l'Éducation. Utilisés conjointement avec les rapports annuels du surintendant, les relevés des instituteurs, et les archives des commissions scolaires, ils brossent un portrait parfois savoureux de la vie dans les écoles du Nouveau-Brunswick. ■

DIANA MOORE

Sources :

ARCHIVES PROVINCIALES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. *Données de l'état civil relevées par Daniel F. Johnson dans les journaux du Nouveau-Brunswick* (en ligne). Dans Internet : <http://archives.gnb.ca/Search/News-paperVitalStats/default.aspx?culture=fr-CA>

ARCHIVES PROVINCIALES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. RS113/7/1 et RS113/7/2. *Documents du Conseil d'éducation, Inspection des écoles : rapports mensuels, 1879-1881*.

ARCHIVES PROVINCIALES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. RS141. *Statistiques de l'état civil tirées de documents gouvernementaux*.

ARCHIVES PROVINCIALES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. RS822. *Ministère de l'Éducation : rapports annuels*.

CONRAD, M. « Rand, Theodore Harding », dans Dictionnaire biographique du Canada (en ligne), vol. 12, Québec, Université Laval; Toronto, Université de Toronto, 2003-. Dans Internet : http://www.biographi.ca/fr/bio/rand_theodore_harding_12F.html

HAMILTON, W. D. « Cox, Philip », dans Dictionnaire biographique du Canada (en ligne), vol. 16, Québec, Université

Laval; Toronto, Université de Toronto, 2003-. Dans Internet : http://www.biographi.ca/fr/bio/cox_philip_16E.html

HAMILTON, W. D. *Dictionary of Miramichi Biography: Biographical Sketches of Men and Women Born before 1900 Who Played a Part in Public Life on the Miramichi*, Saint John (N.-B.), chez l'auteur, 1997.

LYNAM, J. B. *Educational Institutions in New Brunswick, 1830-1871*, Montréal, Université McGill, 1947. Mémoire de maîtrise.

MACNAUGHTON, K. *The Development of the Theory and Practice of Education in New Brunswick, 1784-1900: A Study in Historical Background*, Fredericton (N.-B.), Université du Nouveau-Brunswick, 1947.

MCNUTT, W. S. *New Brunswick: A History, 1784-1867*, Toronto, MacMillan, 1963.

ROSS, S. « Landry, Valentin », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 14, Québec, Université Laval; Toronto, Université de Toronto, 2003-. Dans Internet : http://www.biographi.ca/fr/bio/landry_valentin_14F.html

SÉJOUR D'UN ÉTÉ AUX ARCHIVES PROVINCIALES

L'été dernier, j'ai été la toute première étudiante à recevoir la bourse Margaret Hamilton nouvellement créée. Cette bourse m'a permis de travailler pendant quatre mois aux Archives provinciales. Dans le cadre de cet emploi, j'ai travaillé dans les unités des documents publics et des documents privés, ce qui m'a offert des possibilités d'apprentissage variées et prodigieuses. Dans l'unité des

documents privés, j'ai dressé l'inventaire préliminaire du fonds Yvon Godin (MC3935) constitué de 111 boîtes de matériel. Cet inventaire, que nous appelons la liste du contenu des boîtes, permet de rendre la collection plus accessible et plus facile à exploiter pour le public. Yvon Godin n'est pas entré sur le marché du travail comme politicien, mais plutôt comme mineur à Bathurst, au Nouveau-Brunswick. Il a découvert sa passion pour la politique lorsqu'il a été élu président [de la section locale] des Métallurgistes unis d'Amérique. Durant son mandat, il a représenté environ 2500 membres des Métallurgistes unis et il a négocié 37 conventions collectives au Nouveau-Brunswick. La compilation du contenu des boîtes a fait ressortir des thèmes récurrents comme la défense des droits des travailleurs et des droits linguistiques dans son travail antérieur à ses années en politique, lesquels se recoupaient avec les buts qu'il visait comme politicien.

Dans le cadre de mon travail dans l'unité des documents publics, j'ai aidé de nombreux clients à faire des recherches, ce qui m'a permis d'apprendre bien des choses sur les Archives provinciales et leur grande collection. J'ai aussi participé à des activités du programme estival de prise de contact avec la communauté, notamment la visite à la Paradise Villa, un foyer avec assistance. Nous avons apporté de vieilles photos et des livres sur la région pour les montrer aux résidents. Ils ont tellement aimé l'expérience qu'ils nous ont invités à y retourner! À notre seconde visite, j'ai remis à chaque résident la une d'un journal local daté du jour de leur naissance, ce qui leur a fait énormément plaisir. Telle



Le généreux don de Margaret Hamilton aux Archives permet l'embauche d'étudiants afin de leur donner de l'expérience de travail avec les documents traditionnels sur papier.

Annabelle Babineau, récipiendaire de la nouvelle bourse Margaret Hamilton.

est la nature réciproque des archives. Une chose intéressante qui a ressorti de ces visites c'est que les résidents ont pu nous raconter des histoires se rapportant à l'endroit d'où ils venaient et décrire les changements survenus au fil du temps. Ce fut une occasion d'apprentissage magnifique

pour tous les participants.

J'ai aussi participé à deux autres activités de prise de contact avec la communauté, l'une à Miramichi durant le Festival irlandais et l'autre à Fredericton dans le cadre du Festival des jeux Highland. Ma tâche, lors de ces deux activités, était de tenir la table des Archives provinciales avec un collègue de travail. Nous devions parler du travail des Archives, répondre aux questions des gens ainsi que leur montrer les choses intéressantes que nous avons apportées des Archives. Ma présence à ces deux activités m'a en outre permis d'en apprendre davantage sur l'ascendance et l'histoire irlandaises et écossaises. J'ai pris conscience que ces activités de prise de contact avec la communauté, à l'instar de nos visites à la Paradise Villa, sont avantageuses pour les deux parties : d'une part, elles permettent d'apporter les Archives provinciales chez beaucoup de gens et d'informer ceux-ci de ce que nous offrons; d'autre part, elles permettent au public de nous transmettre ses connaissances.

Ce fut une très belle expérience estivale pour moi et je suis reconnaissante d'avoir pu en profiter. Les membres du personnel des Archives provinciales sont très serviables et compétents. Ils font de ce service un excellent espace d'apprentissage, et ce, tant pour les membres du public qui y viennent que pour les nouveaux employés. Alors que j'entreprends maintenant mes études pour obtenir mon diplôme, je tiens à vous dire l'énorme plaisir que j'ai eu à travailler avec vous tous l'été dernier. ■

ANNABELLE BABINEAU

DU NOUVEAU AUX ARCHIVES

DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX

RS58 Documents de la Cour des divorces, 2001. (13,2 m)

RS141 Statistiques de l'état civil du Nouveau-Brunswick. Inscriptions tardives des naissances, 1922. Mariages, 1967. Décès, 1967. (1,5 m)

RS262 Documents du coroner en chef, 2002-2003. (5,4 m)

RS546 Secrétaire de la province : Documents administratifs de concessions de terre. Circulaire Bureau du secrétaire de la province, Fredericton, 19 août 1841. Le public est par la présente informé qu'à l'avenir, aucune concession de terres ne sera remise à quiconque fait une demande au nom d'une autre personne, à moins que le demandeur en question présente une ordonnance écrite du cessionnaire à cet effet. Wm. F. Odell. (0,1 m)

RS617 Ministère du Tourisme : Documents de la Direction des promotions et de la commercialisation. Rapports sur la récolte de gros gibier du Nouveau-Brunswick, 1996. (0,1 m)

RS741 Documents du Bureau du protocole. Dossiers administratifs. Sujets variés comme les armoiries du Nouveau-Brunswick, le drapeau du N.-B., le drapeau canadien, le lieutenant-gouverneur, les visites royales, 1929-1996. (0,6 m)

RS814 Registres des présences scolaires. Registre des présences de l'école Hawkinsville, district scolaire 13, paroisse de Southampton, comté de York. Semestre se terminant le 30 juin 1926. (0,1 m)

RS899 Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes. Rapports annuels, 1974-2001 (incomplet); rapport du Comité de l'enseignement supérieur dans le secteur francophone du Nouveau-Brunswick, 1975. (0,2 m)

RS904 Archives de la Direction de l'aménagement des forêts.

Titulaires de permis, 1982-1991. (0,2 m)

RS1046 Documents de la Commission royale d'enquête sur les livres de paye des surintendants de la voirie du comté de Restigouche et d'autres comtés (1931). Rapport publié par le commissaire Hartley, 1931. (0,02 m)

RS1084 Documents de Gestion provinciale Ltée. Rapports annuels, 1973-2006 (incomplet); états financiers, 1978-1984 (incomplet). (0,1 m)

Karen Stentaford Photomatique : Travelling Tintype Studio
et les
Associés des Archives provinciales du Nouveau-Brunswick
présentent

Permanence

Une célébration du 50e anniversaire des Archives provinciales du Nouveau-Brunswick

Archives provinciales | 23, promenade Dineen | Fredericton

23.09.2018 | 10 h – 16 h : Exposition de ferrotypes anciens et démonstration d'un studio de ferrotypes portatif. * Tous sont bienvenus. Courrez la chance de poser pour un portrait ferrotype en cliquant sur le lien ci dessous.*

28.09.2018 | 19 h : Ouverture de l'exposition. Soyez de retour pour voir votre portrait exposé.

29.09.2018 - 05.10.2018 | 9 h – 17 h : Exposition de ferrotypes contemporains et anciens.

Pour tous les détails et pour participer au tirage d'une séance photo, visitez ou scannez le site : <https://goo.gl/forms/yPUz5RYWWTyl4W482>



RS1099 Documents de la Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick. Rapport annuel, 1997-1998; un rapport et des recommandations concernant la réglementation de First Investors Corporation Ltd. (FIC) par le gouvernement du Nouveau-Brunswick, 1991. (0,02 m)

RS1100 Documents de la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick. Rapports annuels, 1983-1994 (avec des omissions). (0,2 m)

Documents du tribunal des successions :

RS743 Circonscription judiciaire de Fredericton, 2002. (0,6 m)

RS749 Circonscription judiciaire de Campbellton, 1991-2002. (1,8 m)

RS751 Circonscription judiciaire de Woodstock, 2000-2002. (0,6 m)

DOCUMENTS PRIVÉS

MC146 Plans de l'architecte Kenneth Campbell. Dix plans et quatre dessins relatifs aux ajouts et aux modifications du 750, rue Brunswick, à Fredericton, pour Luke S. Morrison Esq.

MC185 Plans de l'architecte Nazaire Dugas. Une maison pour Théophile Dugas, marchand de Sainte-Anne-du-Bocage, à Caraquet (1934). Huit plans architecturaux.

MC1132 Fonds Charles Moffitt. Écritures de journal intime pour mars 1843, suivis de souvenirs de son apprentissage à bord du « M Campbl(?) », au service de M. John Munn pendant quatre ans. M. Moffitt décrit son arrivée à Troon, en Écosse; ses tâches à bord, les noms et tâches de ses compagnons; des noyades, dont une au cours d'une grosse tempête; l'épisode au cours duquel il fut attaché à un canon et fouetté pour avoir prétendument volé l'alcool du capitaine.

MC4063 Fonds Alice Lavinia Mace Dougherty. 1894-1966. Dossiers personnels d'Alice Lavinia Mace (Dougherty) et de Charles Louis Dougherty. Contenu : correspondance, éphémérides, statistiques démographiques et photographies. 7 cm de documents textuels.

MC4092 Fonds Eileen Shank. Quatre journaux intimes, de 1988 à 2007. Eileen Shank a rédigé ses journaux intimes pendant ses années de retraite à Fredericton. On peut y lire le portrait d'une femme active socialement et dont la vie est centrée sur son église, sa famille et ses amis.

MC4106 Collection Bill Rowan. 1784-1853. Pétitions, lettres et documents envoyés au lieutenant-gouverneur, aux secrétaires provinciaux et à l'Assemblée législative, pour des questions concernant les terres et la colonisation, le développement de routes et les bureaux de poste.

MC4109 Collection Roberta Smith. Généalogie des familles Lyons et Munro du comté de York, au N.-B. Comprend la lignée de Roberta Helena (Lyons) Smith, fille de Hartley Lyons de Lower Southampton et d'Helena Munro, ainsi que des liens avec la famille de son époux Leslie Orville Smith. Ces renseignements auraient été rassemblés au cours des années 1980. 8 cm de documentation copiée.

MC4121 Fonds Ruby Murdoch. Le fonds contient 14 lettres destinées à Ruby (Donahue) Murdoch par son frère le soldat Charles Otto Donahue qui fut tué au combat le 4 mars 1945. Les lettres sont datées du 1^{er} mai 1944 au 3 février 1945. Contient aussi de la correspondance relative à Charles Otto Donahue et à Clarence J. Donahue, qui ont également servi outre-mer pendant la guerre, ainsi qu'une déclaration de gratification de service de guerre pour Clarence Donahue, deux livrets de service et de paie ainsi que sa carte d'identité.

MC4133 Fonds Elm City Echoes. Albums annuels documentant les activités d'un chœur a cappella, les Elm City Echoes. De 1977 à 2013.

MC4136 Fonds de la famille Bridges. Dans les dossiers se trouvent le livre des comptes n° 2 de David Burpee (1784-1790), une aquarelle originale et un profil à l'encre de Samuel Leonard Tilley, jeune homme (v. 1830-1840), un compte de Stephen Gullerson à Samuel Nevers (1806) ainsi qu'une publication intitulée *The Management of Children*, par H.S. Bridges, Ph. D. (1918), un album souvenir illustré de Saint John (v. 1900).

MC4138 Fonds Pauline W. Cunningham. Le fonds contient des lettres de membres de la famille et d'amis, des invitations, des laissez-passer de transport, des reçus pour des bons de la victoire et un carnet de notes de l'Aviation royale canadienne. Pauline Cunningham a servi dans l'ARC (D. F.) à Gander pendant la Seconde Guerre mondiale.

MC4141 Collection Arthur Weston Baxter. La collection contient des dossiers concernant la localité de Back Bay, comté de Charlotte, et la famille McGee de la région. Contient un acte de vente pour le navire « Kinetics » construit à Saint George (1886), un acte de vente pour le navire « Gleaner » (1893), un photo-montage de la mine de cuivre de Back Bay (v. 1900) ainsi qu'un registre de présence de l'école de Back Bay (1915).

MC4158 Fonds de la famille Sewell. Il s'agit de dossiers de la famille Sewell, de Sewellville, près de Caraquet. Trois membres de la famille ont servi lors de la Seconde Guerre mondiale : le lieutenant d'aviation Joseph Herbert (Herb) Sewell, le lieutenant d'aviation William Richard Percival (Percy) Sewell et Mildred Jean Sewell de l'ARC. La plupart des documents concernent Percy Sewell ont été créés par lui, notamment des photographies de Percy Sewell ou prises par celui-ci pendant qu'il servait comme pilote de Spitfire, et des lettres de Percy, destinées à sa famille pendant qu'il était outre-mer, de 1940 à 1943.

Photographies

P871 Fonds Dawn Bell Logan. Il s'agit de photographies originales et numérisées de l'usine de S. W. Bell, à Stickney, et d'autres usines du comté de Carleton.

P882 Fonds Darrell et Glenna Dickinson. Il s'agit de 29 copies numérisées de diapositives couleur de la région de Fredericton v. 1939-1962, peut-être prises par le D^r Douglas McLeod. Ces photographies couleur sont parmi les premières des APNB; une semble montrer des soldats qui reviennent de la Seconde Guerre mondiale, en septembre 1945, à Fredericton.

P887 Fonds Bob Hickey. Il s'agit de plusieurs milliers de diapositives (en couleur surtout), dans une large mesure de scènes du comté de Restigouche, prises par Bob Hickey, de Dalhousie, vers les années 1980 et le début des années 2000. ■